

**STÉPHANE BERGERON DÉNONCE L'INACTION**  
**DU GOUVERNEMENT TRUDEAU FACE AUX BLOCUS FERROVIAIRES**

**CIRCONSCRIPTION DE MONTARVILLE, le 21 février 2020** – Depuis le 19 février dernier, des milliers d'usagers de la ligne de train d'EXO reliant Mont-Saint-Hilaire à Montréal, ont eu la désagréable surprise de devoir trouver en catastrophe des moyens pour se rendre à destination d'urgence, ce qui leur a occasionné de nombreux retards et de multiples désagréments, puisque ce lien ferroviaire avait inopinément été bloqué par des manifestants. Ce blocus s'ajoute à ceux, déjà trop nombreux, qui perdurent depuis plus de deux semaines à l'échelle canadienne, entraînant des répercussions néfastes pour l'économie et l'ensemble de la population, et qui, dorénavant, affecte directement des centaines d'usagers de la circonscription de Montarville, et ce, en raison de l'inaction du gouvernement Trudeau.

«Le premier ministre fédéral a fait une grandiloquente déclaration cousue de vœux pieux, le 18 février dernier, espérant ainsi dénouer l'impasse... Le résultat ne s'est pas fait attendre; loin de diminuer depuis, les blocus se multiplient! Le gouvernement Trudeau est manifestement dépassé par les événements. Les vœux pieux ne suffisent plus; il est temps de passer à l'action! Or, seul le Bloc Québécois a jusqu'ici présenté des propositions concrètes afin de mettre rapidement et pacifiquement un terme à cette crise. Le gouvernement minoritaire de Justin Trudeau devrait s'inspirer de ces propositions au lieu de s'enfermer dans une attitude attentiste qui ne fait qu'aggraver la situation. Ça fait plus de deux semaines que ça traîne et, comme le dit l'adage populaire, "tout ce qui traîne se salit". Il faut que ça cesse dès maintenant!», de dénoncer le député de Montarville, M. Stéphane Bergeron.

«On le voit, la larmoyante litanie d'actes de contrition du gouvernement Trudeau ne suffit pas à prévenir de telles crises et à mener à la réconciliation tant espérée. Pour y arriver, il importe que les bottines suivent les babines et qu'on joigne donc les gestes à la parole. Or, les Premières Nations expriment de vives préoccupations par rapport à la protection du territoire, mise à mal par le développement de projets de pipelines, mais aussi par rapport à leur statut. Les excuses et les bonnes intentions ne suffisent plus; il faut des actions concrètes, ce dont le gouvernement Trudeau semble parfaitement incapable. Et l'approche conservatrice, prônant la méthode forte, risque de mener à une escalade de la violence. Le problème, c'est que la procrastination du gouvernement libéral pousse le Québec et les provinces à vouloir agir, ce dont elles pourraient devoir porter l'odieux. Quel manque de leadership de la part du gouvernement fédéral, qui est pourtant toujours fiduciaire du sort des Premières Nations!», a martelé M. Bergeron, lors de l'une de ses deux interventions en Chambres sur le sujet, le 20 février dernier.

«J'en appelle à la nécessité de préserver la paix sociale et j'implore donc les manifestants sur les barricades à prendre en considération que, par les gestes qu'ils posent, ils entretiennent le ressentiment et la méfiance de part et d'autre, ce qui ne favorise guère le dialogue et la réconciliation. Mais la balle est aussi dans le camp du gouvernement Trudeau, qui doit constater que toute la Rive-Sud de Montréal est maintenant prise en otage par les blocus ferroviaires. Dans la circonscription de Montarville, les stations de train de Saint-Basile-le-Grand et de Saint-Bruno-de-Montarville sont fermées jusqu'à nouvel ordre. Pour plusieurs de mes concitoyennes et de mes concitoyens, le simple fait de se rendre au travail constitue un véritable défi. Revenir du travail constitue un défi tout aussi important. Le gouvernement va-t-il attendre que toutes les voies ceinturant Montréal soient fermées avant d'agir enfin?», de conclure Stéphane Bergeron.

– 30 –